

Les enjeux politiques actuels au Burundi!

Avant toute chose, nous voudrions rappeler la position de The Leadership Institute sur les « positions de la communauté internationale » au Burundi. Tout d'abord, dans le cas précis du Burundi, la communauté internationale a régulièrement « toléré » les dérives anti-démocratiques du Président Nkurunziza et contribue ainsi à une pérennisation de l'anarchie au Burundi et poussant Nkurunziza à s'éloigner davantage des prescrits d'un Etat de Droit, seuls garants de la paix, de la sécurité et du développement. Rappelons les silences complices de la « communauté internationale » au moment du Congrès illégal de Ngozi, l'emprisonnement abusif de parlementaires, l'exclusion anticonstitutionnelle de 22 parlementaires, les assassinats politiques et autres violations des droits de l'homme, pour ne citer que ces cas-la. Dans toute chose, si on n'éradique pas la mauvaise herbe assez tôt, il sera trop tard demain pour corriger les choses. The Leadership Institute l'a toujours dit et a même prôné ce que nous avons appelé la « diplomatie de prévention des conflits ». Il ne fallait pas attendre les élections pour comprendre que le CNDD FDD ne croit pas en la démocratie, A propos de la démocratie, le Président OBAMA a dit ceci à Accra :

"This is about more than just holding elections. It's also about what happens between elections. Repression can take many forms, and too many nations, even those that have elections, are plagued by problems that condemn their people to poverty. No country is going to create wealth if its leaders exploit the economy to enrich themselves or if police can be bought off by drug traffickers. No business wants to invest in a place where the government skims 20 percent off the top or the head of the Port Authority is corrupt. No person wants to live in a society where the rule of law gives way to the rule of brutality and bribery. That is not democracy, that is tyranny, even if occasionally you sprinkle an election in there. And now is the time for that style of governance to end".

Ces propos du Président OBAMA sont vraiment appropriés pour le cas du Burundi, hélas !!!!!!!

Le Burundi est victime de sa petitesse et de son caractère peut-être **PEU** stratégique pour la communauté internationale. Ce qui

s'y passe ne doit pas suivre les sentiers battus de la consolidation de la démocratie comme dans d'autres nations. Cependant, le sang qui a été versé par nos frères et sœurs burundais, qui continue et coulera encore demain est du « sang réel » que ni l'Occident ni personne ne peut nier. Pour cette raison, nous disons et pensons sincèrement que l'avenir du Burundi appartient aux burundais eux-mêmes et que ce n'est pas la communauté internationale qui va SAUVER notre démocratie.

« Africa's future is up to africans » comme disait encore le President OBAMA.

La situation post électorale au Burundi rappelle celle du Kenya après les fraudes électorales indéniables du Président Kibaki. En effet, à cette époque, les Etats Unis d'Amérique par le biais du porte parole du Department of State, Robert MACINTURFF avait immédiatement fait la déclaration suivante :

"The United States congratulates the winners and is calling for calm, and for Kenyans to abide by the results declared by the election commission. We support the commission's decision."

Cette déclaration dut être révisée, manu militari, quand le PEUPLE Kenyan envahit les rues de tout le pays pour REFUSER le résultat des élections. Il va de soi que les positions des pays occidentaux face à certaines situations politiques en Afrique manquent parfois de cohérence et ne sont pas de nature à renforcer la culture démocratique dans nos pays. C'est dans ce contexte que nous demandons à la population burundaise dans son ensemble, à nos intellectuels et politiciens burundais de ne pas prendre ce que disent la « communauté internationale » pour parole d'Évangile. Le monde n'a pas changé et ne changera pas à cause des burundais. Les « intérêts » dirigent les relations internationales, c'est connu ! L'avenir du Burundi doit s'orienter vers les « intérêts » des burundais, non pas d'un groupe de burundais qui se croient les « maîtres du monde ».

Cela dit, revenons à ce que certains proposent aujourd'hui en termes de « Solutions » au problème actuel posé par les fraudes électorales du CNDD FDD :

1. **LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE** : le langage tout trouvé de la communauté internationale, est celui du « DIALOGUE ». Dialogue pour faire quoi ? Pour parler d'un partage du pouvoir ? Quel pouvoir ? Celui du CNDD FDD ? Quel dialogue quand l'opposition a été renvoyée frauduleusement aux calendes grecques ? Hier cette communauté internationale prônait le dialogue entre le FNL et le régime burundais, entre les partenaires politiques à Arusha et j'en passe, pour arrêter la guerre et ramener les revendications politiques sur le plan démocratique et pacifique. Une fois la dialogue effectif (le Burundi n'est plus en guerre), la démocratie n'est plus la comme règle du jeu politique. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que quand on prend les armes, on vous dit DEMOCRATIE pour déposer les armes ? Que quand on dépose les ARMES, on vous dit DISPARAISSEZ DU TERRAIN POLITIQUE. Celui qui est au pouvoir dit « J'Y SUIS, J'Y RESTE » !!!! Sur quelles bases, la communauté internationale plaide pour un dialogue quand la campagne présidentielle bat son plein avec le Président NKURUNZIZA comme seul candidat comme si le Burundi était « le lopin de terre » de sa mère. Soyons sérieux tout de même, Messieurs de la Communauté Internationale. Que pouvez-vous dire aujourd'hui à Messieurs Agathon RWASA, Alexis SINDUHIJE, Leonard NYANGOMA, Madame Pascaline KAMPAYANO, Domitien NDAYIZEYE etc..., candidats de plein pour exercer la fonction suprême dans leur pays, selon les valeurs démocratiques qui ont guidé les accords de paix au Burundi et sont le fondement de l'accord politique qui vient de garantir à NKURUNZIZA de terminer son mandat de cinq ans ? Nous aimons toujours à rappeler une chose : le CNDD FDD n'a pas gagné la guerre en 2005 mais a gagné aux élections et NKURUNZIZA reconnu comme président par tous les partenaires politiques qui optaient ainsi pour un système politique basé sur la DEMOCRATIE. Que l'on aime NKURUNZIZA ou pas, personne n'a remis en cause sa LEGITIMITE et voilà pourquoi il a pu terminer son mandat. Aller en dehors de cette légitimité, c'est condamner tous les accords politiques et ramener le Burundi en arrière sur le plan démocratique. Dans de telles circonstances, nous pensons que la communauté internationale doit arrêter d'infantiliser la classe politique burundaise et plutôt fasse pression sur le Président NKURUNZIZA pour qu'il arrête cette comédie de

campagne électorale. La décision du dialogue n'appartient pas à l'opposition mais au pouvoir en place. Les conséquences du manque de dialogue seront assumées par tous les burundais de quelque manière que ce soit.

2. **L'UPRONA** : Nous avons lu avec attention les propositions de l'Uprona pour une sortie de crise. Au risque de nous tromper, nous y avons vu une position mielleuse et floue et osons exprimer ici ce que nous en pensons. Pour l'UPRONA, le chaos actuel est un bon présage pour un « nouveau » partage du pouvoir. Il faut trouver un semblant de voie de sortie à tout prix pour la faire accepter à tout le monde et conforter les positions biaisées qui ont toujours caractérisé l'UPRONA. Nous y voyons aussi une sorte de préparation du terrain pour se distancer des positions fermes de l'ADC - IKIBIRI. Nous restons convaincus que l'UPRONA garde en son sein toutes les capacités de leadership requises pour participer à la gestion des affaires de notre pays mais devrait aussi trouver en son sein une dynamique réelle du changement vers une idéologie véritablement démocratique au Burundi. « Business as usual » n'est pas l'attitude qui convient dans ces moments historiques. **On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs, tout comme « on ne va pas au ciel sans mourir : l'UPRONA doit prendre le courage de l'initiative pour la défense des acquis de la démocratie. Il en va aussi de sa survie comme « mouvement politique ».**

3. **LES BASHINGANTAHE** : Il y a de ces institutions supposées être au-dessus de la mêlée et qui ne devraient pas prendre le risque de s'ingérer dans la politique burundaise. Il est vrai que l'on peut être **NEUTRE** par rapport aux partis politiques mais nous pensons que nul ne devrait être **NEUTRE** par rapport aux valeurs universellement reconnues de la DEMOCRATIE. Alors, de grâce que les BASHINGANTAHE arrêtent de proposer une médiation dont les objectifs ne sont pas clairs : une élection a été truquée, la CENI en est complice et le pouvoir en place veut que seul le CNDD FDD fasse de la politique au Burundi selon ses propres désirs. Un régime autocratique et dictatorial est en train de s'installer et on veut faire la MEDIATION pour faire quoi ? Pour diluer ces velléités dictatoriales ou pour ramener le pouvoir à la raison ? **Si cela est possible sans que les BASHINGANTAHE ne fassent de concessions en rapport avec les valeurs démocratiques bafouées, ce qui remettrait en**

question leur position de « BASHINGANTAHE », nous les soutenons. IL Y A DES VALEURS POUR LESQUELLES UNE COMPROMISSION QUELCONQUE EQUIVAUT A LEUR NEGATION. Or « Ukuri guca mu ziko ntigusha ». Sinon, dans ces moments historiques, que les BASHINGANTAHE fassent plutôt des propositions claires en vue de la sauvegarde de la démocratie au Burundi, sans faux fuyant. L'avenir les jugera pour leurs positions face à la démocratie en danger non pour leur « main tendue » résoudre un problème dont les contours ne s'y prêtent pas : il n'y a pas de différend entre les partis politiques MAIS BEL ET BIEN UNE MENACE A LA DEMOCRATIE ET AUX LIBERTES FONDAMENTALES DU PEUPLE BURUNDAIS. Même le burundais qui n'a pas été voter, même celui qui a voté abstention, même le militaire apolitique qui croit en la démocratie comme mode de gouvernement, même l'enfant qui n'a pas le droit de voter mais qui rêve de grandir dans un pays où règne l'ETAT DE DROIT, tous doivent voir leurs positions défendues car INAMOVIBLES. Les Nations se construisent par des valeurs et non par des mots ou des compromissions.

4. L'ADC - IKIBIRI : Nous avons salué les positions collectives des partis politiques réunis dans l'ADC car elles s'inscrivent dans une démarche démocratique et stratégiquement viable, selon nous. Cependant, nous aimerions attirer l'attention des partis politiques et des leaders de l'opposition sur le fait que le CNDD FDD est prêt à aller jusqu'au bout pour entériner la mascarade électorale. La campagne bat son plein et pendant ce temps, l'opposition perd son temps à se défendre des attaques du pouvoir en rapport avec le lancement des grenades et autres accusations. Ce s'appelle faire de la diversion. Le CNDD FDD est parti pour diriger le Burundi de manière encore plus autoritaire et dictatorial et pour l'en empêcher il faut **EN FAIRE PLUS**. Le temps des déclarations et autres communiqués de presse est révolu. Le CNDD FDD n'y est pas sensible, la communauté internationale non plus. Nous ne pensons pas que les leaders réunis dans l'ADC - IKIBIRI disposent de beaucoup de marge de manœuvre en termes de moyens et de pression politique, **en dehors du peuple**. En effet, c'est le peuple qui doit réagir comme cela s'est fait sous d'autres cieux comme au Kenya, en Côte d'Ivoire ou ailleurs. L'opposition doit chercher, sans dilapider ses énergies, le soutien de la population pour empêcher le bon déroulement du processus électoral. Disons le crûment et assumons-le : il faut saboter le processus électoral

frauduleux en cours. Cela ne veut pas dire, attenter à la vie de paisibles citoyens. Nous restons convaincus que cela peut se faire sans aller nécessairement en marge de la loi. L'opposition semble tétanisée à l'idée d'agir énergiquement de peur d'être accusée de « troubler l'ordre public ». Il faut contester la continuation du processus électoral en empêchant à la CENI de travailler, en empêchant les membres des Commissions Electorales locales de travailler par des manifestations pacifiques. S'il y a des casses dans ces manifestations suite à une réaction musclée des forces de l'ordre, c'est le PRIX A PAYER pour la démocratie. Si l'opposition n'est pas capable d'en arriver là, alors il faut chercher la solution ailleurs. **L'ADC _ IKIBIRI est capable ou elle n'est pas capable de SAUVER LA DEMOCRATIE PAR DES STRATEGIES VIABLES ET CONVAINCANTES. ELLE-T-ELLE CAPABLE DE SE FAIRE ECOUTER ? A-T-ELLE ACCEPTE DE RENDRE LE TABLIER POLITIQUE ET DE FAIRE AUTRE QUE LA POLITIQUE COMME LE VEUT LE CNDD FDD ?** Le Peuple a besoin de savoir pour qu'il se cherche d'autres leaders.

CONCLUSION :

Après le 28 juin, suite à l'entérinement de la mascarade électorale en cours, il sera trop tard pour agir sur le terrain politique. Le CNDD FDD aura « consommé » le putsch contre la démocratie et l'opposition politique classique sera disqualifiée. Le Burundi va alors courir le risque de ramener le débat politique sur le terrain de la guerre et de la lutte armée, chose que l'on croyait révolue à jamais. Que Dieu protège le Burundi !!!!!